

Le dernier mot du modernisme gaulliste : LA RÉPRESSION

Le *RESPONSABLE* c'est le gouvernement

Une situation intolérable s'est créée dans l'Université par suite du refus persistant du pouvoir gaulliste de doter la France d'un système d'Education Nationale moderne et démocratique, qui permettrait aux étudiants et aux professeurs de travailler dans des conditions normales. Le manque de crédits, de locaux, d'équipements, de maîtres, les structures et des enseignements inadaptés à notre époque empêchent trois étudiants sur quatre d'achever leurs études, sans même parler de ceux qui n'accèdent jamais à l'enseignement supérieur.

Cette inadaptation aggrave encore les méfaits du capitalisme et prive beaucoup de diplômés des débouchés correspondant à la culture qu'ils ont acquise.

Or, c'est précisément contre les étudiants que le gouvernement poursuit l'application de sa réforme et prépare des mesures restrictives à l'entrée des Facultés.

Cette situation cause un mécontentement profond et légitime chez les étudiants et les enseignants.

Le 28 mars dernier, à l'appel du Comité Départemental d'Indre-et-Loire d'Action Laïque qui groupe les syndicats d'enseignants, d'étudiants, association de Parents d'élèves et des partis politiques dont le Parti Communiste, plus d'un millier de laïcs manifestèrent dans les rues de Tours.

Ils exigeaient, profitant de la présence de Peyrefitte, une réforme démocratique de l'enseignement et protestaient contre l'insuffisance des locaux, notamment au Collège Scientifique Universitaire, à la Faculté des Lettres. Ils revendiquaient plus de places dans les centres d'apprentissage et lycées techniques. Devant la pénurie d'instituteurs, de professeurs, d'assistants, ils demandaient la satisfaction des besoins afin de permettre un enseignement normal.

Naturellement, le gouvernement loin de s'orienter vers de telles solutions, suit une politique de l'enseignement contraire à l'intérêt national, comme d'ailleurs dans d'autres domaines.

En dernière date, nous apprenons que la construction de la Faculté des Lettres de Tours serait menacée. Le député-Maire a fait des contre-propositions et naturellement le gouvernement profite de cette occasion pour retarder une fois de plus la mise en chantier de ce projet.

Cette politique de sacrifice de l'Université a favorisé les agissements de groupes irresponsables dont les conceptions de lutte et les mots d'ordre n'offrent aucune perspective aux étudiants.

Tout se passe comme si l'escalade de leur agitation et de la répression policière n'avait visé qu'à dérober aux yeux de l'opinion la responsabilité du pouvoir dans la situation de l'Université et à créer les conditions de nouvelles mesures réactionnaires.

Il est inacceptable que le gouvernement prenne prétexte du comportement d'une infime minorité pour interrompre les études de dizaines de milliers d'étudiants à quelques jours des examens, investir la Sorbonne et le quartier latin, déchaîner la répression policière.

Cela soulève la protestation des travailleurs, des enseignants, des étudiants.

Les élus communistes, le Parti Communiste Français, ses organisations, ses militants et les Cercles de Tours de l'Union des Etudiants Communistes expriment leur appui à cette protestation. Nous nous prononçons pour une solution démocratique des problèmes de l'Université.

C'est le gouvernement qui porte la responsabilité de la situation. C'est à lui de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour une vie normale de l'Université.

Les Communistes exigent l'arrêt de la répression policière et la libération des emprisonnés. Ils continueront de lutter avec les enseignants pour :

— la réouverture des Facultés, la garantie de leur fonctionnement régulier et le déroulement normal des examens pour lesquels il convient de tenir compte des difficultés éprouvées par les étudiants dans leur préparation du fait des événements ;

— la mise en œuvre du plan d'urgence défendu à plusieurs reprises par les élus communistes à l'assemblée nationale : construction de nouvelles facultés, de centres hospitaliers universitaires, de nombreux instituts de technologie, création de postes budgétaires et nomination d'enseignants et de personnels administratifs, attribution d'une allocation d'études et de développement des œuvres sociales et culturelles dans les Universités, les écoles, qui doivent aider les étudiants à se préparer à leur rôle de citoyens.

Une première solution d'ensemble des problèmes de l'Education Nationale implique la disparition du pouvoir des monopoles et l'avènement d'une démocratie véritable.

Dans ces luttes, la place des intellectuels, des étudiants est aux côtés de la classe ouvrière, force sociale décisive de notre époque, avec son Parti, le Parti Communiste Français qui combat pour la liquidation du capitalisme et la réalisation du socialisme.

A TOURS, le 7 MAI 1968.

LA FEDERATION D'INDRE-ET-LOIRE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.
LES CERCLES DE TOURS DE L'UNION DES ETUDIANTS COMMUNISTES DE FRANCE